



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 31 Octobre 2022



Perspectives d'investissement en Algérie : «2023, l'année des IDE»

Député et expert en économie, le professeur Abdelkader Berriche prévoit une année 2023 qui sera marquée par des flux d'investissement étrangers en Algérie et l'augmentation du volume des projets d'investissement, grâce aux facilitations et mesures attractives contenues dans la nouvelle loi sur l'investissement.



Zlecaf : Opportunités à capitaliser

L'importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), en particulier pour l'Algérie, a été mise en valeur, lors du forum de l'énergie Algérie-Union européenne et à l'occasion de divers événements. En effet, dans le cadre de la nouvelle orientation économique, mise en place progressivement, le Gouvernement accorde au marché africain un intérêt de premier plan. La diversification des exportations permettra à l'Algérie d'avoir des parts de marché en Afrique avec une panoplie de produits



[APN : le calendrier des séances plénières arrêté](#)

Le Bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) s'est réuni dimanche sous la présidence de Brahim Boughali, président de l'institution parlementaire, pour arrêter le calendrier des séances plénières qui doivent ainsi reprendre le 6 novembre.



[Lancement d'une plateforme permettant l'accès aux données du sous-sol algérien](#)

L'Agence nationale algérienne pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement d'une plateforme numérique permettant l'accès aux données du sous-sol algérien.



[Fin de la réunion préparatoire des MAE dans un esprit de responsabilité : L'Algérie au Sommet](#)

Il se dégageait une impression que les choses fonctionnaient mieux à Alger qu'ailleurs. Cela donne au rendez-vous arabe de demain, un réel crédit. Pas de dossiers en suspens avant la réunion des chefs d'État pour le 31e Sommet arabe qui s'ouvrira demain. Les ministres des Affaires étrangères arabes ont tout ficelé lors de la réunion préparatoire qui s'est clôturée hier, dans une totale sérénité. La même ambiance a régné au Centre international des conférences (CIC).



[L'Algérie recouvre sa bonne santé financière](#)

Les indicateurs macroéconomiques et macro-financiers de l'Algérie, dont notamment son épargne en devises, soit ses réserves officielles de change, renouent désormais avec la croissance, après plus de deux années de déséquilibres, aggravés surtout par les effets néfastes de la crise sanitaire sur l'économie et les marchés pétroliers mondiaux.



[Algérie : la croissance en hausse et l'inflation en baisse, selon les prévisions de l'APLF 2023](#)

L'Avant-projet de la Loi de finances (APLF) 2023 prévoit une augmentation de la croissance économique et une baisse du taux d'inflation dans les prochaines années en Algérie. Dzair Daily vous en dit plus dans la suite de son édition du dimanche 30 octobre 2022.



[BAD : de nouvelles stratégies pour le transport ferroviaire africain](#)

La Banque africaine de développement souligne que le transport ferroviaire constitue un facteur clé du développement économique. L'institution basée à Abidjan suggère que les gouvernements tirent les enseignements des échecs des contrats de concession des années 90, et se tournent vers une nouvelle approche, plus efficace.

**ABDELMALEK SERRAÏ, EXPERT EN ÉCONOMIE, AU COURRIER
D'ALGÉRIE : « Le monde arabe se réveille avec une puissance financière
énorme »**

En prévision du Sommet arabe, et dans le contexte des préparatifs qui précèdent ce rendez-vous majeur et ses perspectives de développement, économique, social et politique, l'expert en économie, Abdelmalek Serraï, a mis l'accent sur deux éléments essentiels, à savoir la cause palestinienne et la coopération économique et financière.

AVEC PLUS DE LA MOITIÉ DES RÉSERVES

Les pays arabes ont un rôle important au sein de l'OPEP+

Les pays arabes dont l'Algérie, qui occupent une place stratégique dans le paysage énergétique et constituent la soupape de sécurité du système énergétique mondial, en disposant de plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole et du quart des réserves mondiales de gaz, ont un rôle important au sein de l'alliance OPEP+ (OPEP et alliés). Durant la pandémie du coronavirus, le rôle central de cette alliance est devenu plus qu'évident, à la faveur de l'accord de ses membres sur des réductions historiques ayant atteint 10 millions de barils/jour, contribuant grandement au rééquilibrage du marché et à la stabilité des cours du pétrole qui ont nettement baissé en 2020.

Parmi les six pays arabes membres de l'organisation (qui compte 13 pays membres), l'Algérie a eu un rôle central, en 2020, dans le rapprochement des

vues au sein de l'alliance OPEP+, en vue d'aboutir à une action commune visant le rééquilibrage du marché pétrolier. Ce rôle s'est davantage manifesté lorsque l'Algérie a assuré la présidence de l'OPEP en 2020, à travers les efforts considérables qu'elle a consentis pour le rééquilibrage du marché pétrolier et les «pourparlers marathon» tenus avec tous les acteurs. Des efforts qui sont venus consacrer «la Déclaration de coopération», signée en décembre 2016 entre l'organisation et ses alliés, au terme de discussions tenues lors de la 170e réunion extraordinaire de la conférence ministérielle de l'OPEP, en septembre 2016 à Alger. Le nouveau secrétaire général de l'OPEP, le koweïtien Haitham al-Ghais, avait récemment mis en avant le rôle «actif» de l'Algérie au sein de l'OPEP depuis son adhésion à l'organisation en 1969 et la tenue du 1er sommet de ses chefs d'Etat à Alger en 1975, outre «son

appui au dialogue constructif et au rapprochement des vues entre les pays membres lors des crises traversées par l'organisation et face aux défis à relever». L'accord d'Alger de 2016 marquant «un moment important dans l'histoire de l'industrie pétrolière mondiale», avait-il affirmé, car ayant permis la réalisation de «l'équilibre du marché mondial et la stabilité des cours du pétrole» et dont les résultats sont déjà palpables sur le terrain. Pour sa part, le Secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), Ali Sabt Ben Sabt a estimé que la situation actuelle dans le monde fait ressortir «l'importance stratégique des pays membres de l'OPAEP, en tant que soupape de sécurité pour le système énergétique mondial». Cette importance se manifeste à travers la position des pays arabes sur les marchés mondiaux, puisqu'ils disposent de plus de la moitié des

réserves mondiales de pétrole, réalisent 27% de la production mondiale, possèdent 26% des réserves mondiales de gaz naturel et détiennent 15% du marché gazier international, indique le SG de l'OPAEP. «Grâce à ces réserves, les pays arabes demeurent un fournisseur fiable pour plusieurs pays du monde. Les premières estimations font ressortir une hausse du volume des exportations de pétrole brut dans les pays membres de l'OPAEP durant le deuxième trimestre de 2022 de près de 298 000 barils/jour par rapport au trimestre précédent, atteignant ainsi près de 18,5 millions de barils/jour», précise l'OPAEP. Durant le premier trimestre de 2022, les exportations des pays arabes de Gaz naturel liquéfié (GNL) ont atteint près de 27,7 millions de tonnes, avec une part de marché de près de 28%, selon les données fournies par l'OPAEP.

COMMENTAIRE

CHRONIQUE D'UN SUCCÈS ANNONCÉ

Par Nadia Kerraz

La réussite du 3^e Sommet de la Ligue arabe ne fait aucun doute. Le consensus recherché depuis l'ouverture des réunions préparatoires est de mise. Et pour ce faire, l'Algérie n'a pas été en reste. Sa diplomatie a œuvré de manière à atteindre cet objectif. Une réussite qui n'est pas du goût de tous. Pour autant, faut-il reprocher à l'Algérie son ambition, assumée au demeurant, de refonder les relations qui sont censées régir le monde arabe et de vouloir le remettre sur les agendas régionaux et internationaux ? Est-ce aussi un tort que d'œuvrer à faire

un moment fort et historique à partir duquel cette région du monde amorcera ce nouveau départ tant attendu par les peuples de la région ? Les moyens réunis et les efforts déployés depuis des mois pour assurer le succès, qui se dessine clairement, de cette rencontre sont ainsi récompensés. Ils dénotent aussi clairement une détermination à la hauteur de la conviction de l'Algérie que le monde arabe, dont elle est partie intégrante, ne pourra relever les nombreux défis auxquels il fait face que s'il est uni et parle d'une seule voix dans les fora. Aussi, est-il difficile de croire que l'on pouvait être réticent à souscrire à cette vision et faire sienne l'approche qui en découle d'autant qu'au final, elle ne vise que la défense et la préservation des intérêts de la Oumma juste parce qu'elle émane de l'Algérie. La question qui n'avait pas lieu d'être se pose néanmoins dès lors que certaines parties

tentent de chahuter cet important événement par des allégations fallacieuses. A l'ouverture des travaux de la réunion préparatoire des chefs de la diplomatie de la Ligue arabe au Sommet des 1^{er} et 2 novembre, Lamarna n'avait pourtant pas manqué de faire appel à la « contribution de tout un chacun » présent à ce Sommet « pour amorcer un nouveau départ à l'action arabe commune suivant une démarche qui puisse transcender les approches traditionnelles pour répondre aux exigences du présent ». Convaincu des intentions d'Alger, le secrétaire général de la Ligue arabe a tenu à souligner le degré de « dévouement » et « d'impartialité » qui anime les organisateurs « pour faire du Sommet arabe un événement exceptionnel et un rendez-vous en mesure de tracer à l'action arabe commune la voie pour la prochaine étape. Les résultats consensuels auxquels sont parvenus les ministres des

Affaires étrangères au bout de leurs concertations à huis clos, deux jours durant, ne peuvent que conforter les observateurs quant à l'existence d'une volonté partagée de concrétiser le sursaut espéré. Pour preuve, il est annoncé que tous les projets de dossiers examinés lors de leurs conciliabules ont été adoptés dans un esprit constructif. Ils seront soumis demain aux souverains et présidents arabes.

A charge pour nos dirigeants de retenir, dans la Déclaration qui couronnera leur 3^e Sommet, les mécanismes de la mise en œuvre de la feuille de route, dont les contours ont été tracés à Alger. Et quoi que l'on dira ou que l'on écrira après le 2 novembre 2022, nul ne pourra contester ou remettre en cause l'apport, patiemment construit, de l'Algérie au monde arabe.

■ N. K.

BALISES

À la veille du Sommet arabe d'Alger, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, s'est entretenu, avec nombre de ministres arabes, sur les voies et moyens de renforcer la coopération économique. De prime abord, cette rencontre peut sembler anodine, toutefois, nous sommes en raison de nous demander si nous ne tenions pas là le bon filon. En effet, les grandes alliances politiques sont souvent nées suite à des associations économiques. A titre d'exemple, le groupe des BRICS, qui s'est formé en 2011, n'est plus l'alliance économique du début mais apparaît de plus en plus comme un groupe de puissance à caractère politique avec une volonté de devenir une alternative crédible aux institutions internationales issues de Bretton Woods. Il en va de même pour l'Union européenne (UE) dont l'ancêtre n'est autre que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) avant de devenir, en 1957, la CEE où la

DÉCLIC

Communauté économique européenne dont l'objectif est de mener vers l'intégration économique avec la création d'un marché commun entre, à cette époque, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Le traité de Maastricht signé le 7 février 1992 et entrant en vigueur le 1er novembre 1993, prend la suite du marché commun et de la CEE pour devenir un bloc politique, l'UE. Le même mécanisme est observable pour l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) succédant au groupe de Shanghai. L'OCS a été instituée en 2001, par la Chine, la Russie et quatre États d'Asie centrale, à savoir le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Elle s'élargit, également, à l'Inde et au Pakistan en 2016, puis à l'Iran en 2021. Ayant

initialement une vocation économique cette alliance mute de plus en plus vers une organisation à caractère politique en institutionnalisant, progressivement, un pacte visant à assurer la sécurité collective des membres face aux menaces protéiformes. Pour en revenir au monde arabe, il faut savoir qu'un cadre a été posé, en 2005, avec le pacte de la ligue arabe pour la Grande zone arabe de libre échange (GZALE) mettant en œuvre l'embryon du marché commun prélude à une union économique. Ainsi, coïncidant avec l'ensemble des bouleversements géopolitiques de l'heure et la forte volonté des dirigeants, le Sommet arabe d'Alger semble être plus qu'historique dans la mesure où ce dernier peut s'avérer être, dans ce même ordre d'idées, le lieu de naissance d'une association politico-économique au service des intérêts des peuples de la région. Un bloc qui pèsera sur le grand échiquier international. S. K.

Par Sami Kaidi





وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger